

L'AMAZONIE BRÉSILIENNE, NOUVELLE INTERFACE MIGRATOIRE ENTRE LES CARAÏBES ET L'AMÉRIQUE DU SUD ?

Brazilian Amazonia, new migratory interface between Caribbean World and South America?

Stéphane Granger *

Resumo

A imigração haitiana na Guiana Francesa, que costuma passar pelo Suriname, agora parece chegar pela Amazônia brasileira. Essa se tornou o ponto de passagem de importantes fluxos haitianos, mas que na verdade dirigem-se principalmente em direção à metrópole de São Paulo, novo Eldorado para populações caribenhas sinistradas. Hoje juntada por outros fluxos oriundos da África e até da Ásia, essa migração mostra a recomposição da organização tradicional do mundo, como da nova importância do Brasil como potência regional no mundo americano. A Amazônia está se impondo agora como um novo cruzamento, que está permitindo uma integração melhor das Américas, inclusive com as migrações.

Palavras-chave: Amazônia, Caribe, Haiti, Guiana Francesa, migrações, integração regional

Abstract

Haitian migrations in French Guiana, which usually transit by Suriname, yet seem to transit by the Brazilian Amazonia. This country became the entrance of an important flow of Haitian immigrants, which indeed are going to the metropolis of São Paulo, new Eldorado for wretched Caribbean populations. Now joined by other flows arriving from Africa and even Asia, these migrations are showing the new combination of the traditional organization of the world, as well as the new importance of Brazil as a regional power in the American world. Amazonia is yet becoming a new crossroad facilitating a better integration of the Americas, including by the migrations.

Key words: Amazonia, Caribbean, Haiti, French Guiana, migrations, regional integration.

Résumé

L'immigration haïtienne en Guyane, qui généralement passe par le Surinam, semble désormais venir par l'Amazonie brésilienne. Cette dernière est bien devenue le point de passage d'importants flux haïtiens, mais qui se dirigent en fait prioritairement vers la métropole de São Paulo, nouvel Eldorado pour des populations caribéennes sinistrées. Désormais rejointe par d'autres flux venus d'Afrique et même d'Asie, cette migration témoigne d'une recomposition de l'organisation traditionnelle du monde mais aussi de la place nouvelle prise par le Brésil comme puissance régionale dans le monde américain. L'Amazonie s'impose désormais comme un nouveau carrefour, permettant une meilleure intégration des Amériques y compris par les migrations.

Mots-Clés: Amazonie, Caraïbes, Haïti, Guyane, migrations, intégration régionale.

(*) Doutor em Geografia pela Universidade de Paris 3, Prof. do Liceu Melkior-Garré de Caiena Route de Montabo, BP 5017, CEP: 97305 Cayenne cedex, Guiana Francesa Tél/Fax : (33) 05 94 29 78 20 / 05 94 29 78 45 - granger.stephane@orange.fr

INTRODUCTION

Au Nord de l'Amazonie et de l'Amérique du Sud, Surinam et Guyane française étaient jusqu'à présent la destination traditionnelle des flux migratoires caribéens, et notamment haïtiens, vers le sous-continent sud-américain. Le Surinam, peu regardant sur les visas, du fait de ses facilités d'accès, et la Guyane comme Eldorado potentiel et culturellement proche du fait de son statut de département-région français, fonctionnent ainsi comme de véritables interfaces...

Cependant, en avril 2013, deux événements concomitants ont montré l'émergence de nouveaux flux : le chavirage d'une pirogue d'immigrants clandestins venue du Brésil au large des côtes guyanaises, dans laquelle périrent plusieurs ressortissants haïtiens et dominicains, et le démantèlement au Brésil d'une filière organisant le transfert de migrants haïtiens vers la Guyane depuis la ville amazonienne de Brasileia, à la frontière bolivienne. Le Brésil, après le Surinam, serait-il devenu la nouvelle plaque tournante de l'émigration haïtienne vers la Guyane ?

En fait, bien plus que la Guyane, la destination privilégiée de ces migrants haïtiens transitant par l'Amazonie est la métropole brésilienne de São Paulo. L'Amazonie brésilienne, de plus en plus nœud de convergence de plusieurs voies de communication sud-américaines dans le cadre du programme IIRSA, devient également un lieu de transit pour des migrations non seulement caribéennes mais aussi... africaines, traduisant une recomposition des migrations traditionnelles de travail dans le monde : aux traditionnelles migrations « Sud-Nord » qui prévalaient jusqu'ici, succèdent désormais de nouveaux flux migratoires vers d'autres pays toujours considérés « en développement » comme le Brésil, mais que la récente émergence tant économique que diplomatique rend plus accessibles et prestigieux que des pays occidentaux de plus en plus fermés à l'immigration.

L'AMAZONIE, UN ESPACE DE PLUS EN PLUS INTÉGRÉ

Le chemin de ces Haïtiens vers São Paulo ou Cayenne passe donc, aussi, par les Andes puis l'Amazonie. S'il ne s'agit pas du trajet le plus court, il comporte deux avantages essentiels pour des migrants le plus souvent clandestins : une quasi absence de contrôles migratoires, et la porosité de frontières bien théoriques en ces marges. Malgré sa réputation de forêt impénétrable, mais dont le dense réseau fluvial a néanmoins permis son appropriation par les Luso-Brésiliens, l'Amazonie est bien, de plus en plus, un lieu de passage.

La maîtrise de la partie amazonienne du Brésil, et notamment de ses marges frontalières vulnérables, était l'une des préoccupations du gouvernement Vargas dans les années 30-40, mais a commencé à se concrétiser dans les années 50 avec les premiers axes routiers transversaux, comme la route Cuiabá-Santarém. Prioritaire sous les gouvernements militaires des années 1964-1985 au nom de la sécurité nationale, cette politique a continué avec la création de la zone franche de Manaus, la construction de la route Transamazonienne traversant les Etats de Pará et d'Amazonas, et une volonté politique affichée d'intégration de la totalité du monde amazonien (la « Pan-Amazonie ») pour le préserver des appétits occidentaux (MATTOS, 1980). Cela a permis, à l'initiative du Brésil, la signature du Traité de Coopération Amazonien en 1978, mais sans la Guyane française, exclue du fait de son statut européen.

Cette politique s'est ensuite poursuivie de nos jours avec d'une part les programmes Calha Norte de renforcement et d'intégration des frontières, défini en 1985 et réactivé à partir de l'an 2000, et Brésil en action proposé sous la présidence du le président Cardoso en 1996. Internationalisé dans le cadre du programme IIRSA défini par l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUL), dans le but d'une véritable intégration routière et fluviale des pays amazoniens afin de faciliter la circulation des hommes et des marchandises, ce projet comporte des « axes de sortie » reliant l'Amazonie brésilienne aux Etats voisins (THERY, 2003, p. 114). Ainsi furent achevées au cours des années 1980-90 la liaison Cuiabá-Porto Velho, la Route du Pacifique prolongeant la route de



l'Acre vers le Pérou, la liaison Manaus-Caracas par Boa Vista... Au Pérou et en Bolivie mais pas encore en Colombie, les marges amazoniennes, déjà en voie de connexion avec le Brésil, furent également intégrées par voie routière à leur capitale ou, dans le cas du Pérou, également au littoral. Mais la route Macapá-Oiapoque, à la frontière franco-guyanaise est toujours en voie de goudronnage, alors que celle reliant le Roraima à Georgetown, capitale du Guyana, n'est encore qu'une piste de latérite grandement impraticable en saison des pluies malgré la promesse d'aides brésiliennes pour son goudronnage.

A travers ces routes, l'Amazonie permet au Brésil de devenir un véritable centre, offrant une alternative à la Route Panaméricaine essentiellement andine pour connecter les Etats sud-américains (GIRAULT, 2009, p. 50, citant THÉRY). Il faut cependant mentionner que si leur but était au départ de favoriser une colonisation de peuplement, elles ont également permis l'avancée de fronts pionniers souvent illicites, aussi les Etats voisins du Brésil ont-ils longtemps renâclé à les prolonger de leur propre côté : ils craignaient en effet qu'elles ne facilitassent un débordement des frontières par des agriculteurs ou des orpailleurs brésiliens à la recherche de terres ou de filons, dans une région où les limites entre Etats ne sont pas toujours bien démarquées, accroissant donc la pression d'un Brésil déjà hégémonique dans la région (BATAILLON, DELER, THERY, 1991, p. 460)...

L'ouverture de la Route du Pacifique semble ainsi avoir créé un axe Pérou-Brazil-Bolivie largement satellisé par le Brésil (PERRIER-BRUSLÉ, 2007, p. 253). Mais les doublets frontaliers du Brésil et des Etats voisins (Tabatinga-Leticia avec la Colombie, Assis Brasil-Iñapari avec le Pérou, Brasileia/Epitaciolândia-Cobija avec la Bolivie) sont aussi, depuis longtemps, les points de passage d'une émigration vers le Brésil d'abord frontalière, du fait de la dissymétrie de frontières séparant la puissance émergente de voisins encore plus pauvres et sous-industrialisés, comme le montre la forte présence bolivienne dans les emplois informels de São Paulo. Ces routes sont depuis peu également les axes de pénétration de migrations de plus en plus lointaines : elles sont désormais empruntées par des immigrants haïtiens et africains, qui depuis la partie andine de leur trajet cherchent à parvenir dans les régions développées du Sud du Brésil. Elles y donnent en effet accès par des frontières encore poreuses du fait du sous-peuplement et du manque d'équipements, ce qui les rend vulnérables, principalement celle avec la Colombie, qui se remet à peine d'une situation politique particulièrement agitée (BECKER, 2009, p. 155). Or cette frontière fut précisément la première porte d'entrée des Haïtiens à partir de 2010.

Ainsi, ces routes ont amélioré l'intégration régionale du Brésil, en renforçant l'appropriation d'une Amazonie encore peu peuplée mais en passe de devenir dans les prochaines décennies un carrefour sud-américain. Cette dernière en subit cependant certains effets pervers, puisque les flux migratoires facilités ne sont pas destinés à s'y fixer, mais vont au contraire renforcer la prééminence démographique du Sud-Est : l'Amazonie est bien « entrée dans le Brésil "utile" », mais « dans l'orbite de São Paulo, la capitale économique du pays » (COSTA et THERY, 2009, p. 148). Ce qui fait qu'elle reste encore une région grandement dominée malgré son attractivité.

L'IMMIGRATION HAÏTIENNE AU BRÉSIL, UN EXEMPLE DE NOUVEAUX FLUX "SUD-SUD"

Le démantèlement de la filière précédemment citée témoigne non seulement de nouveaux réseaux migratoires, mais aussi que le Brésil, toujours pourvoyeur de migrants vers la Guyane, l'Amérique du Nord et l'Europe (sans compter les débordements frontaliers au Sud), est par l'Amazonie le nouveau point de passage des migrations caribéennes. Ainsi, depuis le tremblement de terre survenu en Haïti en 2010, Tabatinga, à la frontière colombienne, Assis Brasil, à la frontière péruvienne et Brasileia, à la frontière bolivienne, sont donc les nouvelles portes d'entrée de flux migratoires inédits au Brésil, concernant les Haïtiens dans un premier temps, puis d'autres ressortissants caribéens (essentiellement dominicains), ouest-africains et même asiatiques dans un second temps.



Plus de 15.000 Haïtiens auraient déjà émigré au Brésil depuis 2010, pratiquement tous par les frontières amazoniennes. 58 % seraient entrés par la frontière colombienne, à Tabatinga (Amazonas), 36 % par l'Acre, par la frontière péruvienne à Assis Brasil, d'où ils arrivent ensuite à Brasileia (frontière bolivienne) où les attendent désormais des structures d'accueil et un bureau de la Police fédérale dans la ville voisine d'Epitaciolândia (FERNANDES, DINIZ, FARIA, 2011, p. 11) : le Brésil exige effectivement un visa pour ces ressortissants. Il arriverait ainsi à Brasileia une quarantaine d'Haïtiens par jour, et plus de 400 séjourneraient actuellement dans la petite ville acréane dans l'attente d'un visa temporaire leur permettant de poursuivre et de travailler, voire de faire venir leur famille, mais ce chiffre aurait certains jours dépassé les 800 personnes (MORAES, 2013).

Ce nombre, pour une commune de 21.000 habitants (à laquelle on peut ajouter les 16.000 habitants de la ville jumelle d'Epitaciolândia), rend particulièrement significative et visible la présence de ces hommes et femmes dans une région amazonienne où la population brésilienne de souche africaine est plutôt rare. Dans l'attente d'un visa temporaire « humanitaire » délivré par les autorités fédérales brésiliennes suite au séisme de 2010, ils sont pris en charge par l'Etat d'Acre (avec des aides fédérales) et des ONG notamment religieuses. Logés dans des abris précaires ou dans un gymnase municipal saturé, ou louant pour les plus « fortunés » des baraques insalubres à plusieurs, ils sont gratuitement nourris par le gouvernement local, qui fournit 2.500 repas quotidiens (MORAES, 2013). D'autres attendent à la gare routière de Rio Branco, la capitale de l'Acre à 250 kilomètres de Brasileia, un autocar vers Porto Velho ou São Paulo...

Pourquoi le Brésil, et comment sont-ils arrivés ? Rappelons tout d'abord que le Brésil dirige la force multinationale mandatée par l'ONU en Haïti, la MINUSTAH, suite à la destitution du président Aristide en 2004. Ce choix confirmait l'émergence du Brésil comme puissance régionale, tout en lui donnant une visibilité auprès de la population locale : image d'un Etat apparemment riche et puissant, avec de nombreux soldats noirs permettant une certaine identification, organisation de matches de football avec la prestigieuse Seleção (l'équipe nationale de football brésilienne), rumeurs d'embauches massives pour la construction du barrage de Belo Monte (EPAILLY, 2013)... Mais ce sont les conséquences du terrible séisme de 2010 qui incitèrent les premiers Haïtiens à tenter leur chance au Brésil, au départ par la Colombie et l'Etat brésilien d'Amazonas (par les villes jumelles de Letícia et Tabatinga) grâce à l'aide de passeurs. Rapidement, le Brésil acquit la réputation d'un pays aux frontières poreuses du côté amazonien et généreux envers les migrants.

Le chemin suivi par les Haïtiens est généralement le suivant : passage clandestin de la frontière Haïti-République Dominicaine, puis achat d'un « forfait » dans une agence de voyage pas toujours homologuée de Santo Domingo, qui comprend un vol jusqu'à Panamá puis l'Equateur, pays qui contrairement au Brésil ne demandent pas de visas aux ressortissants haïtiens. Les candidats à l'émigration rejoignent ensuite le Pérou par voie terrestre. D'autres moins fortunés ne prennent l'avion que jusqu'au Panamá et descendent ensuite en autocar par la route Panaméricaine Sud jusqu'en Colombie ou au Pérou. De là, des passeurs peu scrupuleux, les « coyotes », haïtiens ou péruviens, les amènent par voie terrestre ou fluviale jusqu'à Tabatinga ou Brasileia, dans ce dernier cas en transitant par la frontière entre le Pérou et le Brésil : Iñapari-Assis Brasil (MORAES, 2013 et Figure 1). D'autres encore, plus rares, transitent par la Bolivie pour atteindre le Brésil par Corumbá et le Mato Grosso du Sud (FERNANDES, DINIZ, FARIA, 2011, p. 10). Un périple qui peut prendre d'une à six semaines.

Ceux qui continuent vers la Guyane semblent désormais très rares : cette destination est en effet marginale, tant du fait des distances et des difficultés d'accès depuis le Brésil que de la forte répression exercée dans le département-région français contre les immigrants clandestins. Dans ce cas, individuellement ou au moyen d'une filière comme celle récemment démantelée depuis Tabatinga ou Brasileia, ils rejoignent donc Manaus, où ils prennent un bateau, plus rarement un avion, vers Belém ou Macapá, et gagnent ensuite la frontière guyanaise par la route, et profitaient encore récemment des dispositions, abrogées depuis, permettant suite au séisme de 2010 l'entrée provisoire d'Haïtiens sur le territoire franco-guyanais le temps de déposer une demande d'asile à la



Préfecture de Guyane (EPAILLY, 2013). En outre, certains tentent de rejoindre la capitale guyanaise par la mer depuis la ville frontalière brésilienne d'Oiapoque, trajet traditionnel mais plus périlleux de l'émigration brésilienne avant que la frontière ne soit reliée à Cayenne par la route fin 2003.

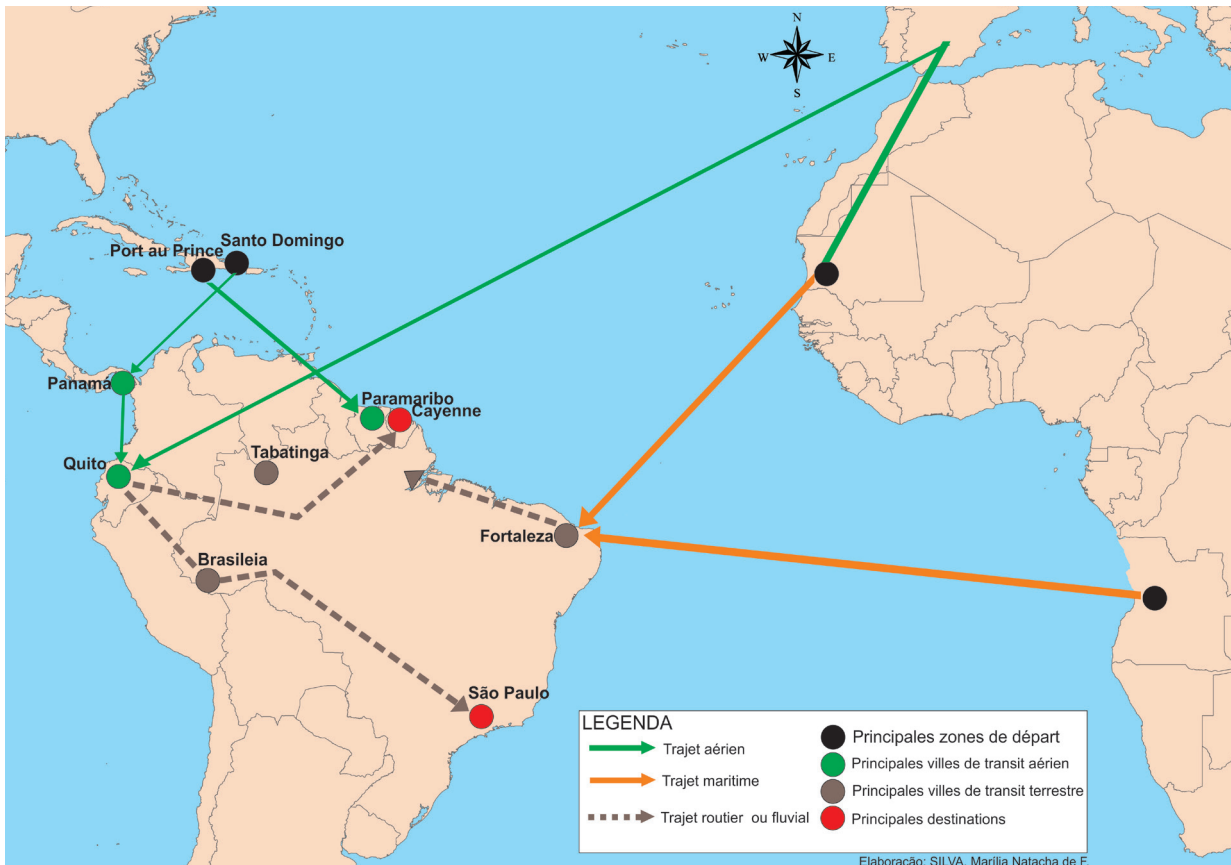


Figure 2 - l'Amazonie au centre de nouveaux flux migratoires (croquis de l'auteur). A défaut d'être une destination aérienne ou migratoire, l'Amazonie est une nouvelle voie de passage pour des migrations caribéennes et africaines encore modestes mais inédites.

Mais du fait de ces difficultés, des dangers et des moindres possibilités offertes par le territoire français, ces flux haïtiens depuis le Brésil s'expliqueraient surtout par des raisons familiales (regroupement), comme l'a montré la récente histoire, très médiatisée au Brésil, de cet adolescent haïtien abandonné par un passeur à São Paulo alors qu'il partait rejoindre sa mère à Cayenne... Car la métropole pauliste et ses nombreuses possibilités d'emplois informels ont désormais supplanté l'ancien Eldorado guyanais, trop fermé et surveillé depuis la construction du pont sur l'Oyapock reliant l'Amapá à la Guyane française. En effet, le Brésil a la réputation d'être un pays bien plus généreux pour ses conditions d'entrée et de travail que les réceptacles traditionnels de l'émigration haïtienne, Etats-Unis, Canada, France et départements français d'Amérique.

De fait, une fois parvenus au Brésil par les portes d'entrée précédemment citées, les Haïtiens ont la possibilité de demander un visa temporaire donnant droit à un séjour de deux ans avec possibilité de travail et de regroupement familial. Car - et c'est l'une des raisons principales de cette immigration - touchés par la situation en Haïti très médiatisée du fait de la disparition de nombre de Brésiliens dans le séisme de 2010, les autorités du Brésil décidaient d'accorder 1.200 « visas humanitaires » mensuels aux Haïtiens par l'intermédiaire de son ambassade à Port-au-Prince (aujourd'hui réduits à 300). Cependant, rebutés par la bureaucratie (trois mois d'attente en général, avec priorité aux personnes qualifiées), nombre d'Haïtiens préfèrent encore tenter leur chance en se rendant directement au Brésil, où ils sollicitent via la Police fédérale une autorisation de séjour.



L'attente peut durer six mois même si la Police fédérale de Brasileia émet une quarantaine de visas par jour (AGÊNCIA BRASIL, 2012). Les autorités fédérales ont ainsi concédé en 2012 4.682 visas à des ressortissants haïtiens contre 709 en 2011, alors que le chiffre atteignait 870 pour le premier semestre 2013. Depuis cette même année, l'Acre dépasse l'Amazonas pour le nombre d'autorisations délivrées (Ministério do Trabalho e Emprego, 2013, et Tableau 1), montrant l'importance désormais prise par Brasileia aux dépens de Tabatinga, moins équipée et plus enclavée.

Tableau 1 - Autorisations délivrées par Etat (source : idem). Un fléchissement de l'Amazonas (Tabatinga) comme porte d'entrée du Brésil en 2013, au profit de l'Acre (Brasileia) et São Paulo. Mais l'Amazonie reste encore, avec plus de 75 % des autorisations en 2013, la principale porte d'entrée des immigrants « à caractère humanitaire ».

ETAT	2010	2011	2012	1 ^{ER} SEM. 2013
Acre	0	246	1.182	544
Amazonas	4	434	3.384	179
Tocantins	0	3	1	132
São Paulo	0	15	103	82
Alagoas	0	0	0	5
Rio Grande du Sud	0	0	3	4
Autres	1	13	33	7
TOTAL	5	711	4.706	953

Malgré la nécessité d'un visa, les possibilités d'une régularisation au Brésil sont donc réelles et seront précédées d'une prise en charge à Brasileia, qui concentre l'aide humanitaire pour l'Etat d'Acre. L'information se transmet par le bouche à oreille familial depuis les lieux d'arrivée des migrants haïtiens : ceux toujours en attente d'une autorisation comme ceux, nombreux, qui ont déjà trouvé du travail : les uns pour des emplois informels à São Paulo, d'autres embauchés dans les plantations du Goiás ou du Mato Grosso, les usines hydroélectriques sur le Madeira à Porto Velho, ou dans des entreprises de construction du Mato Grosso, du Minas Gerais, voire de Santa Catarina et du Rio Grande du Sud, qui envoient même des rabatteurs dans les centres d'accueil de Brasileia (CARVALHO, 2012, et OTÁVIO, 2012). Les Haïtiens ont en effet la réputation, comme en Guyane, d'être une main d'œuvre docile et courageuse, voire corvéable à merci, car ils auront à cœur de rembourser l'argent qui leur aura été prêté pour le voyage, passeur compris. En outre, les analphabètes complets y sont fort rares : 1,2 % des effectifs, contre 60 % qui ont au moins reçu une instruction primaire complète (FERNANDEZ, DINIZ, FARIA, 2011, p.12-13) : le coût du voyage n'est pas à la portée des plus pauvres. De même que les Boliviens et comme les Nordestins autrefois, ils remplaceront ou concurrenceront ainsi des ouvriers brésiliens plus chers, de plus en plus instruits, et donc potentiellement conscientisés et revendicatifs. A l'image des pays industrialisés du Nord...

Il est à noter que si le séisme survenu en Haïti en janvier 2010 semble être à l'origine de ces migrations haïtiennes vers le Brésil (les premiers migrants haïtiens sont arrivés en décembre de la même année), les principaux points de départ de ces flux en dehors de Port-au-Prince, Gonaïves et Dessalines, n'ont été que relativement peu affectés par la catastrophe (FERNANDEZ, DINIZ, FARIA, 2011, p. 14) ; on peut de même faire remarquer qu'ils sont tout aussi distincts des grands foyers traditionnels de flux vers la Guyane que sont les villes de Jacmel et Aquin, qui s'expliquent par l'importance des réseaux familiaux dans une destination souvent vue par défaut ou comme étape provisoire (PIANTONI, 2011, p. 39). Le séisme paraît donc un prétexte pour des migrations de travail somme toute classiques dans leurs motivations.

Mais, comme s'il existait un bouche à oreille mondial pour les facilités d'immigration, les Haïtiens se voient désormais rejoints par de nouvelles nationalités à Brasileia, en provenance d'autres parties du monde, faisant du Brésil un cas atypique de pays du Sud par son attractivité dépassant sa zone d'influence régionale.

UNE DIVERSIFICATION DES FLUX MIGRATOIRES EN AMAZONIE

En effet, en Amazonie brésilienne comme en Guyane, de nouveaux arrivants se superposent aux migrations traditionnelles, notamment des Africains subsahariens et des Asiatiques, renforçant le rôle du Brésil comme zone de transit migratoire (Tableau 2). Ainsi, en Guyane, un dirigeant de la Police aux Frontières signalait récemment l'arrivée d'immigrants ouest-africains (et même angolais) passés par la frontière brésilienne, qui auraient débarqué en bateau à Fortaleza et traversé tout le nord du Brésil jusqu'à la Guyane. Ce qui corrobore les observations d'André Calmont en 2008, qui avait constaté la présence de plusieurs Sénégalais, Cap-Verdiens, Congolais et Angolais arrivés illégalement par cette même voie du fait de l'absence de visa demandé. Il existe d'ailleurs une liaison aérienne directe entre le Cap-Vert et Fortaleza, mais jamais évoquée. Les autres lignes aériennes reliant l'Afrique et le Brésil, désormais toutes africaines, ne desservent que Rio de Janeiro et São Paulo, où les conditions d'accès sont plus difficiles. Le Brésil du fait de sa position géographique et d'une relative absence de répression contre les immigrants surtout s'ils sont en transit, devient la plaque tournante de ces nouveaux flux migratoires vers la Guyane, totalement amazoniens comme ceux issus du Pérou via Iquitos, Manaus et Macapá, ou partiellement, venant d'Afrique via Fortaleza et l'Amazonie septentrionale: Belém et Macapá (Figure 1). Un tout récent fait divers à Kourou a ainsi concerné un immigrant clandestin marocain, lui aussi passé par le Brésil car n'ayant pas eu besoin non plus de visa pour ce pays. Cela traduit un tournant dans l'immigration africaine et maghrébine en Guyane, car celle-ci concernait encore récemment essentiellement des personnes qualifiées (médecins et enseignants), venus légalement depuis la France hexagonale (CALMONT, 2008).

Tableau 2 - Autorisations pour visa de résidence permanente au Brésil "à caractère humanitaire" par nationalité. Un quasi-monopole haïtien, mais aussi un certain fléchissement en 2013 accompagné d'une relative diversification des flux...

PAYS	2010	2011	2012	1 ^{ER} SEM. 2013
Haïti	4	709	4.682	870
Bangladesh	0	0	0	35
Pakistan	0	0	0	17
Irak	0	0	0	8
Sénégal	0	0	0	6
Nouvelle-Guinée	1	0	1	3
Ghana	0	0	0	3
Syrie	0	0	0	2
Congo	0	1	2	1
Somalie	0	0	0	1
Autres	0	1	2	5
Non informé	0	0	19	2
TOTAL	4	711	4.706	953

Source : MINISTÉRIO DO TRABALHO E EMPREGO, Base estatística, Conselho Nacional de Imigração, 2013.

Mais là encore, même si les avantages sociaux français s'appliquent en Guyane, ce qui peut expliquer des flux africains cherchant aussi à profiter de la porosité des frontières, ils sont inaccessibles sans une régularisation particulièrement difficile à obtenir. Aussi est-ce surtout le Brésil qui est recherché par ces nouveaux migrants, comme destination plus que comme espace de transit : on trouve à Brasilia plusieurs dizaines de Sénégalais attendant de pouvoir se rendre eux aussi à São Paulo (Figure 3), ainsi que des ressortissants nigériens, sud-africains, tanzaniens, zimbabwéens et même pakistanais et dominicains, par petits groupes de 5 à 6 personnes (FELLET, 2013a). De fait,



les statistiques fédérales mentionnent, outre les 870 Haïtiens déjà mentionnés (de loin le premier groupe), 35 autorisations délivrées en 2013 à des ressortissants du Bangladesh, 17 du Pakistan et une dizaine à des ressortissants sénégalais, ghanéens, congolais et somaliens (MINISTÉRIO DO TRABALHO E EMPREGO, 2013, et Tableau 2). Si leur trajet n'est pas précisé, la présence de nombre d'entre eux à Brasileia confirme là encore la situation de l'Amazonie comme porte d'entrée indirecte et lointaine du territoire brésilien malgré la modestie apparente de ces chiffres. Mais il s'agit ici d'une immigration exclusivement masculine, souvent musulmane d'ailleurs, car le regroupement familial, s'il est autorisé, ne se fera qu'une fois réalisée une éventuelle embauche alors que plus anciens, les Haïtiens ont pour beaucoup déjà été rejoints par femme et enfants.

Les Dominicains ont découvert ces possibilités migratoires grâce aux Haïtiens dont le périple commence en République Dominicaine, et les ont adoptées ; quant aux Sénégalais, ils suivent également, en partie, la route inaugurée par ces mêmes Haïtiens : avion depuis le Sénégal, ou depuis le Maroc rejoint par voie terrestre, jusqu'en Equateur qui ne demande aucun visa pour quelque nationalité que ce soit (dans les deux cas avec escale aux Canaries ou à Madrid), puis le trajet précédemment évoqué jusqu'à Brasileia via le Pérou (Figure 1). Leur motivation est là encore la prétendue facilité de trouver du travail dans la métropole pauliste, et un accès plus facile qu'en Europe malgré le prix du voyage aérien (voire d'un éventuel visa de transit en Espagne) pour lequel tous les membres de la famille se seront cotisés (FELLET, 2013a et b) ... Comme l'affirme Nilson Mourão, le secrétaire à la Justice et aux Droits de l'Homme du gouvernement de l'Acre, à propos du trajet Equateur-Pérou-Brasileia : « C'est un symptôme que cette route de l'immigration est en train de se mondialiser. Elle arrive maintenant en Afrique. » (KAWAGUTI, 2013).

Mais cela, comme en témoignent les forums et courriers des lecteurs suite aux articles de presse précédemment cités, amène comme dans les pays d'immigration traditionnels une certaine xénophobie, qui montre aussi les difficultés de l'intégration de population encore plus démunies; sans compter les tensions avec la population locale, accusant les Haïtiens comme les Africains d'être responsables de la recrudescence de la délinquance et des maladies à Brasileia, en plus de la pression sur l'emploi et les salaires (FELLET, 2013b) ...

On peut de même expliquer cette nouvelle attractivité brésilienne, qui l'inclut dans la mondialisation des flux migratoires, par une visibilité accrue en Afrique subsaharienne du fait des orientations diplomatiques du président Lula vers le continent africain. Celles-ci, accompagnées de la valorisation des succès économiques et de l'exaltation des racines africaines communes, ont notamment été concrétisées par des investissements et la délivrance de plusieurs bourses d'études pour des étudiants africains, qui se dirigeaient jusque-là plutôt vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. Bien au-delà de la sphère lusophone, les candidats africains à l'émigration ont alors vu dans le Brésil une sorte de « grand frère » plus proche et plus généreux que les pays européens, lui-même ancien pays colonisé, et dont la nouvelle attractivité et le décollage économique traduisent une nouvelle organisation du monde, avec de nouvelles puissances économiques issues du « Sud » rendant de plus en plus obsolète la traditionnelle division « Nord-Sud ». L'Amazonie devient ainsi, à la fois par la porosité de ses frontières et ses connexions avec les autres zones de transit que sont l'Equateur et le Pérou, une plaque tournante de l'immigration haïtienne comme africaine vers les Etats développés du Sud du Brésil. Cette situation, comme lieu d'entrée et de passage d'immigrants de plus en plus divers et lointains, renforce l'assertion d'Hervé Théry pour qui l'Amazonie devient « un lieu de passage, une région traversée par des axes orientés Est-Ouest ou Nord-Sud, qui créent un brassage de populations (THERY, 2010, p. IX)... » Mais ces axes s'entendent ici à une échelle désormais presque mondiale....



CONCLUSION

Ces nouvelles migrations sont ainsi comme un « miroir des processus de recomposition du monde » (PIANTONI, 2011, p. 85), témoignant de l'émergence de nouvelles puissances venues du Sud comme destinations de plus en plus prisées pour des flux migratoires qui auparavant cherchaient plutôt le salut dans les pays dits développés.

Ce mouvement est d'abord permis par l'intégration récente mais croissante des mondes caraïbes et sud-américains, dont les relations malgré les affinités culturelles étaient jusque-là assez ténues du fait des distances et de l'absence de grands axes de liaison (GIRAULT, 2009, p. 41) ; d'autre part, la forte influence des Etats-Unis et secondairement de la Grande-Bretagne et de la France dans la Caraïbe, l'avait longtemps fait délaissé par la diplomatie et la géopolitique brésiliennes. Si, plus que les Guyanes, la Colombie et le Venezuela à la fois andins et caraïbes ont constitué au cours du XXe siècle les interfaces les plus importantes entre Caraïbe et Amérique du Sud, le rôle de « réactivateur » du panaméricanisme semble de plus en plus dévolu au Brésil de par sa puissance régionale. Ce dernier, à l'initiative de la création de l'UNASUL en 2004 (dont la présidence tournante est d'ailleurs, depuis septembre 2013, assurée par le très caribéen Surinam, également membre du CARICOM et de l'AEC comme son voisin du Guyana), se veut la grande puissance du monde latino-américain.

Mais outre les Etats-Unis qui tentèrent d'unifier économiquement le monde américain à travers le projet de Zone de Libre-Echange des Amériques (ZLEA), le Brésil doit compter avec un autre rival potentiel, le Venezuela, à l'initiative, voire au cœur géographique d'une Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) regroupant plusieurs pays situés tant dans la Caraïbe (Cuba) que dans les Amériques centrale (Nicaragua) et méridionale (Bolivie, Equateur). Aussi, le choix par l'ONU de confier le commandement de la MINUSTAH en Haïti au Brésil a-t-il sonné pour ce dernier comme une consécration, en lui permettant d'ajouter un pays caribéen dans une sphère d'influence encore strictement régionale, tout en l'ouvrant à des flux migratoires qui l'épargnaient jusqu'alors. De même que la diplomatie active du président Lula en Afrique subsaharienne et l'identité afro-descendante de plus en plus ouvertement assumée par le Brésil l'ont fait connaître de populations africaines candidates à l'émigration qui jusqu'à présent, les lusophones mis à part, ne l'incluaient pas dans les destinations possibles.

Le Brésil doit du coup assumer les conséquences de cette émergence diplomatique et économique comme de cette notoriété accrue, qui font que les flux migratoires en sa direction ne sont plus seulement frontaliers, mais également « Sud-Sud », venant de territoires lointains, alors qu'il n'est toujours pas en mesure d'assurer un développement correct pour une grande partie de ses ressortissants malgré les progrès enregistrés ces dernières années. De ce fait toujours pays d'émigration même si les flux semblent en recul (ceux vers la Guyane française le seraient essentiellement pour l'orpaillage clandestin), le Brésil, nouvelle puissance reconnue mais encore en mal d'une véritable affirmation politico-diplomatique, subit aussi les conséquences d'une générosité assumée pour ses conditions d'accès, gage de son influence et de son prestige dans d'autres parties du monde.

Ainsi, grâce notamment à une Amazonie de mieux en mieux connectée, le Brésil devient le nouveau centre ou le pivot d'un monde latino-américain – dans lequel on inclura la Caraïbe – recomposé et davantage intégré, à l'image de la CELAC, nouveau bloc régional qui a vu la réunion de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et de la Caraïbe. En même temps, de nouvelles solidarités le rapprochent d'un continent africain lui-même en mal d'émergence mais à la recherche de nouveaux modèles, ce qui lui permet d'étendre sa traditionnelle sphère d'influence au-delà du monde latino-américain. Pour des Caribéens ou des Africains de plus en plus rejetés par un Occident crispé sur ses frontières, le Brésil sera peut-être l'Amérique du XXIe siècle, sauf si, à l'image des pays développés dont il se rapproche, ce dernier décide lui aussi de se protéger par une politique de visas plus restrictive, mais que la porosité de ses frontières amazoniennes rendra peut-être inefficace...



BIBLIOGRAPHIE

- AGÊNCIA BRASIL. Ação de bolivianos em migração de haitianos será investigada. **Globo.com**, 10 janvier 2012, <http://oglobo.globo.com/pais/acao-de-bolivianos-em-migracao-de-haitianos-sera-investigada-3628727> Dernière consultation 01/9/2013.
- BATAILLON, C., DELER, J.P., THÉRY, H. **Géographie universelle tome 3** : Amérique latine. Paris : Editions Belin, collection Reclus, 480 p., 1991.
- BECKER, B. **Amazônia, geopolítica na virada do IIIº milênio**. Rio de Janeiro : Garamond, 168 p., 2009.
- BLANQUER, J. M. Les Guyanes et les Amériques entre continentalisation et "océanisation". **Etudes de la Documentation Française**, Amérique Latine, Paris, p. 69-79, 2005.
- CALMONT, A. Les Africains en Guyane. **EchoGéo** [En ligne], 6 | 2008, mis en ligne le 09 juillet 2008, consulté le 07 septembre 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/6333> ; DOI : 10.4000/echogeo.6333...
- CARVALHO, C. Acre não tem como lidar com haitianos que não param de chegar. **Globo.com**, 02/1/2012. <http://oglobo.globo.com/pais/acre-nao-tem-como-lidar-com-haitianos-que-nao-param-de-chegar-3555215> Dernière consultation 02/9/2013.
- COSTA, W. M. da et THÉRY, H. Le Brésil et l'Amérique du Sud: scénarios géopolitiques et défis de l'intégration. In : GIRAULT, C. (org.). **Intégrations en Amérique du sud**. Paris : Presses Sorbonne nouvelle, p. 135-151, 2009.
- EPAILLY, E. Une clandestine haïtienne venue des Andes et du Brésil. **France-Guyane**, Cayenne, 07/1/2013.
- FELLET, J. (a) Africanos reclamam de tratamento desigual na fronteira do Acre. **BBC Brasil**, 12/4/13, dernière consultation 02/9/2013. http://www.bbc.co.uk/portuguese/noticias/2013/04/130411_africanos_mdb_jf.shtml,
- FELLET, J. (b) Explosão migratória gera insatisfação e agita comércio na fronteira do Acre. **BBC Brasil**, 16/4/2013, dernière consultation 02/9/2013. http://www.bbc.co.uk/portuguese/noticias/2013/04/130416_brasileia_intolerancia_jf.shtml,
- FERNANDES, D. M., DINIZ, A. M., FARIA, A. V. de. Migración en la frontera Norte de Brasil: fluxos e nuevas redes. Universidad central de Venezuela, **Vº encontro nacional de demógrafos e estudiosos de la población**, FACES-FAU, noviembre, 20 p., 2011.
- GIRAULT, C. Intégration et coopération régionale en Amérique du Sud. In : GIRAULT, C. (org.). **Intégrations en Amérique du Sud**. Paris : Presses Sorbonne nouvelle, p. 39-61, 2009.
- KAWAGUTI, L. Acre promete manter ajuda a imigrantes apesar do estado de emergência. **BBC Brasil**, 11/4/2013. Dernière consultation le 02/9/2013. http://www.bbc.co.uk/portuguese/noticias/2013/04/130411_secretario_acre.shtml
- MATTOS, C. de M. **Uma geopolítica pan-amazônica**. Rio de Janeiro : Bibliex, 216 p., 1980.
- MINISTÉRIO DO TRABALHO E EMPREGO. **Base estatística, Conselho Nacional de Imigração**, Brésil, 2013. <http://portal.mte.gov.br/data/files/8A7C816A409D841E0140AB1BC4174C82/6%20-%20Autoriza%C3%A7%C3%B5es%20concedidas%20pelo%20Conselho%20Nacional%20de%20Imigra%C3%A7%C3%A3o.pdf> Dernière consultation le 3/09/2013.
- MORAES, M. ONG leva caso de imigrantes haitianos no Acre à OEA. **BBC Brasil**, 23/8/2013, dernière consultation 03/9/2013. http://www.bbc.co.uk/portuguese/noticias/2013/08/130819_acre_haitianos_conectas_oea_mm.shtml,
- OTÁVIO, C. Traficantes de pessoas fomentam imigração ilegal no norte do Brasil. **Globo.com**, 03/1/2012, <http://oglobo.globo.com/pais/traficantes-de-pessoas-fomentam-imigracao-ilegal-no-norte-do-brasil-3555220> Dernière consultation 02/9/2013.
- PATRIOTA, T. C. **Le Brésil, un partenaire de l'Afrique qui s'affirme** : les relations Brésil/Afrique sous les gouvernements Lula (2003-2010). Paris : IFRI, 72 p., 2011.
- PERRIER-BRUSLÉ, L. Intégration en Amazonie bolivienne. In: TAGLIONI, F. et THÉODAT, J. M. (org.). **Coopération et intégration, perspectives panaméricaines**. Paris : L'Harmattan, p. 253-275, 2007.
- PIANTONI, F. **Migrants en Guyane. Arles/Cayenne** : Actes Sud/Musée des Cultures guyanaises, 176 p., 2011.



THÉRY, H. Une Guyane brésilienne ? **Cahiers des Amériques latines**, Paris, n° 43, p. 103-122, 2003.

THÉRY, H. L'Amazonie, un espace immense, divers et en pleine évolution, au cœur du continent. In : SAYAGO, D., TOURRAND, J. F., BURSZTYN, M., DRUMMOND, J. A., (org.). **L'Amazonie, un demi-siècle après la colonisation**. Versailles : éditions Quae, p. III-IX, 2010.

Trabalho enviado em março de 2014

Trabalho aceito em abril de 2014

